



PEACEBUILDING FUND

PROJECT DOCUMENT COVER SHEET

RECEIVED DEC 14 2010

Project Title: Réintégration socio économique d'enfants recrutés de manière irrégulière dans les Forces Armées de la République de Guinée et enfants vulnérables	Recipient UN Organization: UNICEF/PAM
Project Contact: Julien Harneis Address: UNICEF, Immeuble Saadi, Conakry, Guinée Telephone: +224 60228746 E-mail: jharneis@unicef.org Mamadou Amadou DIALLO E-mail : mamadou-amadou.diallo@wfg.org	Implementing Partner(s): Ministre de la Jeunesse et des Sports Ministère de la micro-finance, du secteur Informel, de l'emploi des jeunes et des Femmes Fonds National pour l'Insertion des Jeunes (FONIJ)
Project Number: To be completed by UNDP MDTF Office	Project Location: Conakry et Nzérékoré, République de Guinée
Project Description: Le projet propose réintégrer 2000 enfants vulnérables et enfants recrutés irrégulièrement par l'armée. Sans ce projet ces enfants pourront perturber la sécurité pendant et après les élections.	Total Project Cost: \$ 2,993,978 dont \$ 1,745,074 pour UNICEF et \$ 1,248,904 pour le PAM Peace building Fund: Government Input: Other: Total:
	Project Start Date and Duration: Février 2011, 18 mois
Gender Marker Score¹: ____ <i>Score 3 for projects that are targeted 100% to women beneficiaries and/or address specific hardships faced by women and girls in post-conflict situations;</i> <i>Score 2 for projects with specific COMPOSANT, activities and budget allocated to women;</i> <i>Score 1 for projects with women mentioned explicitly in its objectives, but no specific activities are formulated nor is a budget reserved; and</i> <i>Score 0 for projects that do not specifically mention women.</i>	
<p align="center">PBF Priority Area(s) and Outcomes</p> <p>3.1 Youth empowerment and job creation programmes initiated to overcome pervasive youth unemployment</p> <p><i>(use PBF results framework to identify PBF priority area. Sample PBF outcomes are also included in the results framework).</i></p>	
Outputs and Key Activities: 2000 enfants/jeunes en situation de risque reçoivent un accompagnement et un soutien spécifique pour leur réinsertion dans les communautés. Cette réinsertion tient compte des aspects éducatifs, sociaux, psychologiques, médicaux et d'autonomie économique. Le projet sera mis en œuvre par le biais d'une structure locale de suivi, d'accompagnement et de soutien d'enfants et jeunes vulnérables en situation de risque en Guinée Forestière.	

¹ The PBSO monitors the inclusion of women and girls in all PBF projects in line with:

- SC Resolution 1325 (inclusion of women in prevention and resolution of conflict and in peace building)
- SC Resolution 1612 (protection of children affected by armed conflict);
- SC Resolution 1820 (prevention of sexual violence and women in situations of armed conflict); and
- SC Resolution 1888 (re-enforcing Resolution 1820)
- SC Resolution 1889 (re-enforcing Resolution 1325)

PBSO measures inclusion of women and girls at planning stage based on intended results and allocated budgets. PBSO also monitors and documents the progress and results of these projects separately to inform the SC and UN system.

<i>(for IRF-funded projects)</i>	
UN/RC in Guinea Anthony Ohemeng-Boamah	Recipient UN Organization(s) Julien Harneis Représentant Résident UNICEF 21/9/2010 Mamadou Amadou Diallo Directeur Adjoint du PAM
Peace building Support Office (PBSO) <i>Name of Representative</i> <i>Signature</i> Peace building Support Office, NY <i>Date & Seal</i>	Representative of National Authorities Ibrahima Barry Secrétaire Général Ministère de la Jeunesse et des Sports 21/9/2010 Sékou Condé Directeur général du Fond National pour l'Insertion des Jeunes

COMPOSANTE 1: Analyse de la situation

Au cours de la mise en œuvre du projet conjoint d'appui au mouvement de la jeunesse et à certains groupes de jeunes les plus déshérités, financé dans le cadre du PBF (Peace Building Fund) il a été constaté qu'en 2009 des mineurs auraient été recrutés dans une unité irrégulière de l'armée Guinéenne, dont ils se seraient séparés en avril 2010. Le gouvernement de la République de Guinée a reconnu ces faits et demande l'assistance de système Onusien pour l'intégration socio économique de ces enfants.

Il a été également constaté qu'il y a des enfants marginalisés à Conakry et à Nzérékoré qui auraient t été déjà contactés par des anciens militants de groupes armés étrangères avec l'intention des les impliquer dans des violences électorales.

Les deux catégories de jeunes apparaissent avoir été formées à l'exaction de violences significatives et certains en ont une expérience directe. Leur quête commune de survie économique et de désirabilité sociale les met à risque de manipulation et de récupération par des adultes dans leur participation à des violences pendant la période électorale à venir.

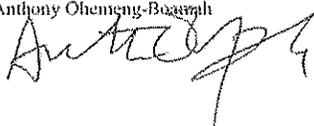
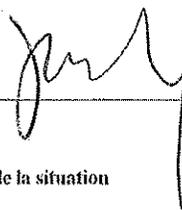
De plus, ces jeunes défavorisés et marginalisés dans les quartiers à risque de Conakry et de la Guinée forestière souvent sans formation, ni qualification, se trouve convoitée par des leaders politiques de toutes tendances, prêts à les instrumentaliser.

Ces circonstances particulières de ces jeunes sont aggravées par la crise d'insécurité alimentaire que traverse la Guinée depuis les 5 dernières années. Une situation d'insécurité alimentaire selon les résultats de l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire en milieu rural conduite par le PAM en 2009 en collaboration avec le Gouvernement Guinéen, les Institutions Internationales et les ONG, selon laquelle le pourcentage des ménages en insécurité alimentaire est passé de 16% en 2005 à 23% en 2009 soit plus de 2 300 000 personnes qui vivent en insécurité alimentaire en milieu rural.

Selon la même étude, environ 103.000 personnes sont en insécurité alimentaire dans les quartiers périphériques de Conakry représentant 6,4% des ménages urbains de la capitale guinéenne. Parmi lesquels, 24.000 sont en insécurité alimentaire sévère (soit 1,5% des ménages urbains) tandis que les 79.000 personnes sont en insécurité alimentaire modérée (soit 4,9% des ménages urbains).

Les conflits armés qui ont déchiré les pays de la sous région dans les années 90 ont fortement affectée la région forestière particulièrement la ville de Nzérékoré et les communautés environnantes, faisant de Nzérékoré l'épicentre de tous les conflits et troubles de la région. L'analyse des causes profondes de cette situation révèlent, entre autres, la pauvreté et le chômage des jeunes.

PBSO measures inclusion of women and girls at project planning stage based on intended results and allocated budgets. PBSO also monitors and documents the progress and results of these projects separately to inform the SC and UN system.

(for IRF-funded projects)	
UN/RC in Guinea Anthony Ohemeng-Boamah 	Recipient UN Organization(s) Julien Harneis Représentant Résident UNICEF 21/9/2010 Mamadou Amadou Diallo Directeur Adjoint du PAM
Peace building Support Office (PBSO) Name of Representative Signature Peace building Support Office, NY Date & Seal 	Representative of National Authorities Ibrahima Barry Secrétaire Général Ministère de la Jeunesse et des Sports 21/9/2010 Sékou Condé Directeur général du Fond National pour l'Insertion des Jeunes

COMPOSANTE 1: Analyse de la situation

Au cours de la mise en œuvre du projet conjoint d'appui au mouvement de la jeunesse et à certains groupes de jeunes les plus déshérités, financé dans le cadre du PBF (Peace Building Fund) il a été constaté qu'en 2009 des mineurs auraient été recrutés dans une unité irrégulière de l'armée Guinéenne, dont ils se seraient séparés en avril 2010. Le gouvernement de la République de Guinée a reconnu ces faits et demande l'assistance de système Onusien pour l'intégration socio économique de ces enfants.

Il a été également constaté qu'il y a des enfants marginalisés à Conakry et à Nzérékoré qui auraient été déjà contactés par des anciens militants de groupes armés étrangers avec l'intention des les impliquer dans des violences électorales.

Les deux catégories de jeunes apparaissent avoir été formées à l'exaction de violences significatives et certains en ont une expérience directe. Leur quête commune de survie économique et de désirabilité sociale les met à risque de manipulation et de récupération par des adultes dans leur participation à des violences pendant la période électorale à venir.

De plus, ces jeunes défavorisés et marginalisés dans les quartiers à risque de Conakry et de la Guinée forestière souvent sans formation, ni qualification, se trouve convoitée par des leaders politiques de toutes tendances, prêts à les instrumentaliser.

Ces circonstances particulières de ces jeunes sont aggravées par la crise d'insécurité alimentaire que traverse la Guinée depuis les 5 dernières années. Une situation d'insécurité alimentaire selon les résultats de l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire en milieu rural conduite par le PAM en 2009 en collaboration avec le Gouvernement Guinéen, les Institutions Internationales et les ONG, selon laquelle le pourcentage des ménages en insécurité alimentaire est passé de 16% en 2005 à 23% en 2009 soit plus de 2 300 000 personnes qui vivent en insécurité alimentaire en milieu rural.

Selon la même étude, environ 103.000 personnes sont en insécurité alimentaire dans les quartiers périphériques de Conakry représentant 6,4% des ménages urbains de la capitale guinéenne. Parmi lesquels, 24.000 sont en insécurité alimentaire sévère (soit 1,5% des ménages urbains) tandis que les 79.000 personnes sont en insécurité alimentaire modérée (soit 4,9% des ménages urbains).

Les conflits armés qui ont déchiré les pays de la sous région dans les années 90 ont fortement affectée la région forestière particulièrement la ville de Nzérékoré et les communautés environnantes, faisant de Nzérékoré l'épicentre de tous les conflits et troubles de la région. L'analyse des causes profondes de cette situation révèlent, entre autres, la pauvreté et le chômage des jeunes.

RECEIVED DEC 16 2010

Enfants recrutés irrégulièrement dans les forces militaires

Recrutement et formation.

Dimension du recrutement. La proportion précise de mineurs au sein de ces forces irrégulières, qui selon les chiffres officiels correspondraient à 7000 personnes, reste difficile à déterminer. Cependant sur la base de l'échantillon rencontré, soit 238 mineurs sur un ensemble de 325 jeunes séparés des milices, il est possible d'estimer qu'environ 1200 recrues avaient moins de 18 ans au moment du recrutement parmi les 1500 recrues séparées des milices lors des fermetures des camps d'entraînement. En ce qui concerne les mineurs recrutés qui se trouveraient encore parmi les recrues au sein des centres d'instruction, le rapport Diagnostic du Secteur de la Défense et de la Sécurité UNOWA/CEDAO/PNUD de mai 2010 affirme la présence de recrues mineurs de 18ans au sein des quatre centres d'instructions.

Profil du pré-recrutement. Deux politiques opposées de sélection sont évoquées par les anciennes recrues: la sélection ciblait les jeunes qui avait déjà 18 ans ou à l'inverse ceux « en dessous de 18 ans » pour des raisons « d'énergie du jeune âge ». Tous étaient des garçons. Ainsi, l'échantillon reflète en majorité des âges allant de 15 à 18 ans (et plus); des cas rares affirment avoir eu 14 ans au moment du recrutement. Les recrues auraient été majoritairement de Guinée Forestière.

Organisation et modalités de recrutement. En janvier et août- septembre 2009 à Conakry et en Guinée Forestière, des recruteurs ont contacté les leaders communautaires pour mettre en place un recrutement militaire discret. Selon les estimations, environ la moitié des recrues a été enrôlées par 'force', ayant reçu l'injonction de la famille/communauté. Une proportion importante explique que les recruteurs leur avaient proposé de s'inscrire pour participer quelques jours à des activités de soutien politique sans mentionner en aucun cas une formation militaire. En ce qui concerne les "volontaires" qui avaient connaissance de l'enrôlement militaire, ils y ont vu une opportunité d'emploi et surtout l'obligation d'assurer la protection de leurs groupes ethniques.

Formation militaire.

A leur arrivée aux centres d'instruction (camp Kaliyah et Alpha Yaya Diallo) et après avoir découvert la finalité du recrutement, ils ont été empêchés de quitter le lieu de formation et cela pendant toute la durée de la formation malgré leur non-consentement. Ceux qui ont tenté de quitter les lieux ont été punis physiquement. Leur formation a duré de 7 à 9 mois. Le contenu de la formation comprenait le maniement des armes et l'apprentissage des techniques de combat et de destruction de l'adversaire. Les conditions de vie évoquées durant le séjour étaient très difficiles. Les recrues disent avoir été battues, violemment punies et humiliées. Plusieurs cas de décès suite aux blessures des combats durant les entraînements par absence totale de soins médicaux sont mentionnés. Idem pour l'inexistence d'accès aux soins malgré la condition préoccupante des recrues. Ils disent aussi avoir été souvent privés de nourriture dans les derniers mois de leur formation.

Situation après la séparation.

Démobilisation. Aucun accompagnement au retour à la vie civile n'a été mis en place ou proposé lors de la séparation de ces recrues. Ils ont été relâchés des centres d'instruction sans moyens de subsistance ni de transports. Beaucoup sont donc d'abord restés aux alentours, en mendiant ou en étant impliqués dans le banditisme pour leur survie. Lorsqu'ils ont trouvé les moyens financiers pour couvrir leurs frais de transport, ils sont rentrés graduellement chez eux.

Situation sociale et familiale. Leur rejet de l'armée malgré leurs espoirs d'emploi, la rupture avec leur cycle d'études suite au recrutement et la stigmatisation sociale les amène à s'isoler et se cacher de la communauté. Si certains sont rentrés dans leurs villages, la honte/l'humiliation et la stigmatisation portent un grand nombre à rester sur les axes des grandes villes en Guinée Forestière.

Santé mentale. L'hypothèse de séquelles psychologiques semble plausible pour une proportion significative des ces recrues, dont des troubles émotionnels importantes, des conduites additives et d'autres problèmes graves de santé mentale.

Activités économiques. Une grande partie est sans emploi ou sans sources de revenus. Si certains retournés dans leurs villages participent aux activités champêtres des villages, ceux de Conakry, de Nzérékoré et ceux refusant leur retour dans leur domicile d'origine, sont impliqués dans des activités de micro-criminalité et/ou banditisme.

Enfants marginalisés à risques de recrutement en période électorale

Parties concernées

Les enfants interviewés disent être contactés par d'anciens militants des groupes armés Libériens LURD et ULIMO, pour participer aux activités au sein de leur organisation, notamment pour leurs participations à des activités de violence dans le cadre de préparation des élections. Les leaders communautaires soutenant le CNDD semblent aussi avoir contacté ces enfants dans le cadre de « la défense de leur communauté ou ethnie ». Ces préparatifs impliquent le recrutement des enfants dans la participation à l'exaction de violence durant les confrontations communautaires passées et celles à venir durant la période électorale. Ces dynamiques se seraient mises en place graduellement depuis Janvier 2010.

Estimations parmi les enfants marginalisés recrutés pour les violences communautaires. Mineurs à risques de recrutement : environ de 250 mineurs en Guinée Forestière (information vérifiée auprès de 35). La situation à Conakry demeure inconnue.

Les enfants marginalisés des rues des grandes villes de Guinée Forestière, âgés entre 9 et 18 ans. Ce sont souvent de anciens CAAF et CAAC des pays frontaliers; ils ont été victimes et souvent auteurs de violences graves dans le passé. Ils survivent de petits contrats et de *missions* de petite ou grande délinquance; dont l'exaction parfois de violences graves.

Recrutement à fin de commission de violences

Les enfants et les leaders de gangs de N'Zérékoré confirment avoir été recrutés lors des émeutes/grèves passées et en prévision des élections à venir par les leaders communautaires pour être auteurs de violence durant les confrontations ethniques et assurer la protection physique de leurs communautés. Les recruteurs mentionnés dans les FGD sont les leaders de gangs et les réminiscences du groupe ULIMO et LURD, en partie encadrés par les leaders communautaires en soutien au CNDD. Des anciens responsables de ces groupes auraient directement contacté ces enfants à cet effet. Ces derniers et les leaders interviewés évoquent la tenue de réunions dans cet objectif. Les enfants disent se préparer physiquement quotidiennement en conséquence en vue de cette participation aux violences.

Soutien aux préparatifs de violence

Ces derniers affirment recevoir leur appui dans les préparatifs des violences passées et dans celles à venir. Une partie significative se serait faite financée des protections guerrières traditionnelles (anti-balles ou poison, eaux protectrices etc). Lors des temps clefs, de l'argent, des armes blanches (couteaux, machettes, haches etc.) et légères (fusil et carabines) leur sont distribués tout comme des drogues locales (bleu-bleu, *ouguonais*) qu'ils mélangent à l'alcool pour obtenir un effet excitant, leur seraient distribués. Les enfants justifient aussi leur participation par une opportunité de pillages et de revenus financiers. Les enfants ont ajouté l'existence de points d'armes cachées à Nzérékoré et disponibles en cas d'affrontements violents passés et à venir; ce que des leaders communautaires ont aussi affirmé.

Jeunes à risque issus des milieux défavorisés sans qualification professionnelle :

Le niveau de pauvreté de la population guinéenne reste très préoccupant soit près 56,3% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et + 9% à Conakry. Les récentes enquêtes de sécurité alimentaire élaborée par le PAM en collaboration avec le Gouvernement Guinéen, près de 2,4 millions soit 32 % de la population Guinéenne se trouve en situation d'insécurité alimentaire, dont 8 % sévère. Cette situation d'insécurité alimentaire a accentué le contexte de paupérisation et de précarité des ménages guinéens dont la couche la plus affectée reste et demeure les plus jeunes en particulier les filles, mais et surtout les jeunes et mineurs recrutés irrégulièrement dans l'armée en 2009 dont la plupart n'ont pas de famille d'accueille.

A Conakry, 35% des ménages vit avec un repas par jour. Cette réalité empêche les chefs de ménages d'avoir une meilleure emprise sur leur enfants, de planifier leur éducation et leur formation en vue d'acquérir une qualification qui puisse leur donner une chance de s'intégrer activement dans la vie économique du pays. Le taux de chômage entre 2002 et 2007 est passé de 10,2% à 15% à Conakry avec pour corollaire, l'inondation des rues de la ville de Conakry par des jeunes exerçant des travaux extrêmement dangereux et sans rémunération appréciable. La plupart de ces jeunes plus

particulièrement ceux recrutés irrégulièrement dans l'armée se livrent de nos jours au banditisme, à la prostitution au racket. Ce qui les empêche de mener une vie décente afin de faire face aux besoins primaires dont l'accès à la nourriture suffisante et variée.

COMPOSANTE 2: Narrative: Justificatif du Projet

Impact possible sur l'environnement social si aucune action d'accompagnement n'est entreprise. En résumant, ces jeunes sont formés à la manipulation des armes et aux techniques de combat, souvent déjà impliqués dans des activités de micro-criminalité et/ou banditisme et enclin à utiliser la violence. Si des mesures d'accompagnement ne sont pas prises rapidement, il est possible que leur situation dégénère davantage, les amenant à une implication encore plus forte dans la criminalité et/ou à leur manipulation par des milices, des groupes politiques ou autre, dans le but de créer des tensions dans l'environnement social.

Une réintégration rapide des enfants est critique. La durée de temps entre la séparation des enfants de l'Armée et leur réintégration est critique. La difficulté de la réintégration des enfants augmentera plus cette période est longue. Un échec de la réintégration mènera des conséquences négatives pour les enfants et contribuera l'insécurité à Conakry et Nzérékoré. Il faut prendre en compte aussi l'environnement de ces enfants à savoir leurs relations qui peuvent aussi les influencer pour accélérer ou pas leurs réintégrations c'est pourquoi les copines de ces jeunes seront aussi prises en charge dans ce projet

Amélioration de la sécurité alimentaire des Jeunes désœuvrés, de leurs encadreurs ainsi que de leurs familles:

Une distribution de ration familiale à ces jeunes séparés des forces armées vivants à Conakry, et dans la ville de Nzérékoré demeure un facteur de réussite de ce projet. Depuis 2007, les populations guinéennes ont été exposées à de nombreuses crises socio-économiques (hausse des prix des denrées alimentaire et des produits pétroliers, crises politico-sociales de 2007 et 2009). Ces situations ont d'avantage aggravé les conditions déjà précaires de vie des groupes vulnérables que sont particulièrement les jeunes. L'une des conséquences de ces crises, est la prise d'assaut par les jeunes désœuvrés (particulièrement les filles) des rues, avec pour corollaire le banditisme, la prostitution, le racket.

Ainsi, pour faire face à cette situation, une assistance en Vives Pour Formation (VPF) destinée à ces jeunes irrégulièrement recruté dans l'armée pour fidéliser à suivre leur formation jusqu'au bout car :

- Un jeune formé et qualifié est un dépendant de moins à la charge de ses parents ;
- Un jeune formé et possédant une qualification est un jeune de moins dans la rue ;
- Un jeune formé et qualifié est une chance de plus pour sa famille de réduire l'insécurité alimentaire.

Approche genre : Une attention particulière serait donnée à la situation des filles désœuvrées impliquées dans les activités des jeunes regroupés (clans et jeunes séparés de l'armée) dans la formation et la réinsertion socio-économique. Une proportion des membres des comités de gestion au niveau local sera constituée de filles et femmes pour prendre les aspects au genre. Des formations sur le genre seront données aux jeunes garçons et filles pour une meilleure intégration des questions de genre et dans le changement de comportement

Ainsi, former et permettre à ces jeunes vivants dans le désespoir aurait le mérite et l'avantage de leur donner la chance soit de créer leur propre entreprise soit de prétendre objectivement à un emploi plus ou moins décent. Cette assistance, en plus des cibles sus citées visera aussi les jeunes cireurs et bagagistes en situation alimentaire précaire qui dorment dans les rues et les hangars des marchés, les enfants des mendiants en âge d'apprentissage les jeunes incarcérés à 6 mois de leur libération

Objectif du projet

L'objectif global de ce projet est de concourir au renforcement de la sécurité et de la paix en République de Guinée. Particulièrement à travers les activités de formations et de réhabilitations de 2000 jeunes filles et garçons (1200 irrégulièrement recrutés et 800 dans les Clans) pour éviter que ces jeunes se disperse et se fasse de nouveau enrôler.

De manière spécifique ce projet vise la réintégration socio économique des jeunes leur permettant une première autonomisation durant les périodes de transition à Conakry et à Nzérékoré.

La réhabilitation éducative de base permettant une meilleure intégration.

La réhabilitation de la santé et la diminution des difficultés psychologiques.

Activités à réaliser :

Identification des quartiers et ménages pauvres en insécurité alimentaire ;
Sensibilisation et identification des jeunes à mettre en apprentissage
Définition des corps de métier (Broderie, Carrelage, Chaudronnerie, Coiffure, Couture, Electricité Auto, Electricité Bâtiment, Froid Industriel, Maçonnerie, Mécanique Auto, Mécanique Moto, Menuiserie, Menuiserie Aluminium, teinture, Plomberie, Tapiserie, Teinture, Tôlerie Peinture) et identification des ateliers et maîtres formateurs ;
Suivi du processus d'apprentissage ;
Formation en esprit d'entreprise et création d'entreprise, en gestion d'entreprise
Octroi de financement à travers les institutions financières de proximité aux entrepreneurs issus du processus d'apprentissage ;
Organisations des jeunes en GIE (groupement d'Intérêt économique)
Dons de kits de démarrage après la formation pour une meilleure insertion

Stratégies de mise en œuvre

- Identification et sélection des bénéficiaires ;
- recrutement ;
- Enquête auprès des jeunes candidats à l'apprentissage ;
- Identification et sélection des maîtres artisans ;
- Visite d'évaluation des ateliers des maîtres artisans ;
- Atelier d'orientation des maîtres artisans et d'élaboration du plan d'action ;
- Orientation des apprenants ;
- Mise en place d'une incitation en nature (vivres) pour les apprenants et maîtres artisans ;
- Définition des modules de formation en gestion pour l'amélioration de l'employabilité des apprenants ;
- Définition des modules de suivi et évaluation des apprenants et des maîtres formateurs
- Evaluation a mi parcours et finale

Difficulté de lever des fonds a l'extérieur du Fond pour la Consolidation de la Paix. La Guinée n'est pas perçue comme un pays en crise humanitaire ni comme un pays en conflit. En conséquence la Guinée n'est pas associée par les bailleurs de fonds avec la problématique des enfants soldats. Dans une telle situation, lever des fonds n'est pas certain. Cela prendra du temps et nécessitera une médiatisation de la problématique. Ceci pose deux problèmes. Comme noté ci-dessus le projet doit être rapidement mis en œuvre pour avoir un effet positif. Quant à la médiatisation du recrutement bien que reconnu par le gouvernement, il n'est ni dans l'intérêt des enfants ni de la transition politique de médiatiser ce projet. L'IRF du Fond pour la Consolidation de la Paix est donc particulièrement bien adapté pour financer ce projet.

Le gouvernement demande le soutien des Nations Unies. La Primature dans sa lettre du 9 septembre 2010 (voir copie ci-joint) a informé les Nations Unies que le recrutement a eu lieu, a noté que la réintégration socio économique est « une préoccupation nationale » et a demandé le soutien des Nations Unies pour ce faire. Le Ministère des Sports et de la Jeunesse, comme noté dans la même lettre, est activement engagée sur cette problématique. Le ministère est parmi les plus capables en Guinée et demeure le seul département en Guinée doté d'un réseau de collaborateurs (administratifs et associatifs) et d'infrastructure jusqu'au niveau des villages.

Ce projet est une priorité du gouvernement Guinéen et il s'inscrit dans une logique durable en ce sens qu'il est clairement défini le plan décennal du Ministère de la jeunesse, et est en parfaite adéquation avec les besoins des communautés dans la mesure où ces jeunes sont issus de ces populations à la base. En outre, on peut aussi rappeler que l'existence du fonds national d'insertion des jeunes (FONIJ). Ce projet est une partie d'un programme d'emploi jeune pour 8000 personnes qui prend en compte toutes les sensibilités ethniques, religieuses, politiques et communautaire. La Communauté est non seulement impliqué a travers ses représentants dans l'identifications mais dans la gestion et le suivi du projet.

COMPOSANTE 3: Cadre Logique

1.

Stratégie

Le projet va se fonder sur plusieurs niveaux de collaboration et de partenariat. Ce sont respectivement :

Les autorités nationales : Prendre attache avec la cellule de protection des droits de l'enfant des Forces Armées Guinéennes (créée en 2009) pour assurer la non-participation et la protection des mineurs au sein de celles-ci. Négocier avec le ministère de la jeunesse et en particulier avec les autorités de Guinée Forestière pour la mise en œuvre du projet à travers l'appui à la réinsertion sociale en faveur des populations à risques avant et durant la période électorale. Demander au gouvernement l'accès aux centres d'instructions pour vérifier et démobiliser les recrues des Forces Armées âgées de moins de 18 ans.

Le PNUD dans le cadre de la réforme du RSS : Participer au Groupe de travail RSS pour la réforme et la prévention de participation de mineurs dans les Forces Armées Guinéennes.

PAM : S'occuper du volet prise en charge alimentaire des jeunes. Un apport alimentaire permettra de fidéliser les jeunes dans les programmes de formation et assurer la sécurité alimentaire de leur ménage.

ONUDI : intégrer une approche de courte durée et des critères de vulnérabilités des jeunes dans la démarche d'occupation des jeunes pendant ce processus électoral en vue d'une autonomisation économique.

L'UNHCR et le CICR : Clarifier la situation légale et administrative, ainsi que la prise en charge des enfants affectés (ex-CAAF et CAAC) par les conflits armés des pays frontaliers (de Côte d'Ivoire, Libéria et Sierra Leone).

Le Peace Building Fund : Travailler avec le ministère de la jeunesse, l'ONUDI, le PNUD et la coordination afin de créer des opportunités de formation professionnelle, de projets d'insertion sociale individualisés, occupation des jeunes et création d'entreprises sociales de jeunesse en période pré-électorale.

Search For Common Ground: Intégrer ces populations à risques dans les associations de jeunesse pour mettre en œuvre des plans d'action communautaires sur la non-violence et la culture de la paix.

Intégrer également ces populations à risques dans la promotion et le développement d'un mécanisme de formation au leadership et au volontariat des jeunes en situation spéciale.

2. Cadre logique

Résultats attendus à long terme	Activités	Indicateurs	Structures ou entreprises partenaires	Partenaires opérationnels	Cout global
Concourir au renforcement de la paix et de la sécurité en Guinée Forestière et à Conakry	<ul style="list-style-type: none"> • Réintégration économique permettant l'autonomisation première durant les périodes de transition ; • Réhabilitation éducative de base permettant une meilleure intégration sociale ; • Réhabilitation de la santé et diminution des difficultés psychologiques ; • Réintégration médiatisée pour une mise en lien et un retour éventuel auprès des familles et communautés d'origine 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de mouvements de protestations et revendications sociales n'impliquant pas les jeunes ; • Nombre de conflit inter communautaire impliquant les jeunes réduit à zero • Nombre de jeunes filles et garçons en conflit avec la loi en Guinée forestière et à Conakry • Nombre de jeunes filles et garçons ayant terminée le processus d'apprentissage ou de formation 	UNICEF PAM	ARCPN-ASD ADIFOU Ministère de la jeunesse et des sports SOMACO Ministère de l'emploi des jeunes Direction nationale de l'assainissement et du cadre de vie FONJI	\$ 2.993.978
Résultat à moyen terme 2000 enfants/jeunes en situation de risque reçoivent un accompagnement et un soutien spécifique pour leur réinsertion dans les communautés, tenant compte des aspects éducatifs, sociaux, psychologiques, médicaux et d'autonomie économique par le biais d'une structure locale de suivi, d'accompagnement et de soutien d'enfants et jeunes vulnérables en situation de risque en Guinée Forestière.					
Axe 1: Réintégration économique permettant l'autonomisation première durant les périodes de transition					
Objectif spécifiques 1.1 Organiser rapidement des travaux à haute intensité de main d'œuvre pour rétablir des infrastructures de base dans les communautés locales ; études de marché pour préparer un parcours de formation professionnelle et d'apprentissage ciblés sur les potentialités de développement économique de la région.					
Résultats spécifiques	Activités	Indicateurs	Structures ou entreprises partenaires	Partenaires opérationnels	Cout
1.1.1 2000 enfants et jeunes à risques sont soutenus dans leur réintégration économique par le biais d'accompagnements au retour à l'emploi temporaire et à des formations professionnelles adaptées aux besoins de l'économie régionale et soutien à l'emploi post-formation.	1.1.1.1 Travaux à haute intensité de main d'œuvre pour rétablir des infrastructures de base dans les communautés locales et répondre aux besoins HIMO des entreprises régionales durant les périodes transitionnelles à la formation et à l'emploi (pré et post-formation) en coordination avec l'inspection de la jeunesse.	Nombre d'enfants et jeunes économiquement autonomes pendant les périodes transitionnelles à risques.	PAM Société des Minerais de Fer de Guinée/BHPbilliton CELLCOM Foret forte Plan GUINEE	ARCPN-ASD ADIFOU APH Ministère de la jeunesse et des sports SOMACO Ministère de la promotion de l'emploi des jeunes Direction nationale de l'assainissement et du cadre de vie	\$95.200

	<p>1.1.1.2 Etudes de marché pour identifier les besoins précis et restructurer un centre de formation professionnelle (CFP) de pointe et ciblé sur les besoins économiques de la sous-région et des entreprises appuyé par les autorités locales.</p> <p>1.1.1.3 Distribution des rations familiales en quantité suffisante aux jeunes participants aux travaux de réhabilitation des infrastructures de base dans les communautés locales</p>	<p>Une étude détaillée du marché de l'emploi est menée et un proposal de restructuration du CFP de la région est produit.</p> <p>Quantité de vivres distribués Nombre de ménages ayant bénéficié d'un apport alimentaire</p>	PAM	FONJI, OIC international	\$10.000
<p>Objectif spécifique 1.2 Organiser la formation professionnelle et apprentissage ciblés afin de faciliter l'insertion professionnelle et durable des bénéficiaires soit dans les entreprises minières, soit dans les filières commerciales identifiées ou encore un soutien spécifique pour leur réinsertion professionnelle.</p>					
<p>Résultats spécifiques</p>					
<p>Activités</p>					
<p>1.2.1 Le centre de formation professionnelle régional et l'école de génie sanitaire sont restructurés, équipés et la formation adaptée aux besoins du secteur privé régional leur permettant leur permettant une intégration économique durable.</p> <p>1000 jeunes sont formés aux métiers spécialisés répondant au secteur privé régional.</p> <p>40 jeunes sont formés aux métiers de l'assainissement.</p>	<p>1.2.1.1 Renforcement de l'accueil des centres de formation (en alternance) adaptés au marché du travail, et facilitant la subvention de élèves en vivres permettant le suivi du cursus en coordination avec le ministère de l'éducation et la direction nationale de l'assainissement et du cadre de vie.</p> <p>1.2.1.2 Appui à l'insertion professionnelle post-formation dans l'accompagnement de la recherche d'emploi par l'appui logistique à l'intégration dans le marché du travail local.</p>	<p>Indicateurs</p> <p>Nombre de jeunes ayant bénéficiés d'une formation professionnelle à la pointe du marché régional et des vivres de base leur permettant la poursuite du cursus.</p> <p>Nombre de jeunes appuyés dans leur insertion professionnelle durable.</p>	<p>Structures ou entreprises partenaires</p> <p>PAM SOMACO Société des Minerais de Fer de Guinée/BHP Billiton Foret Verte Rio Tinto ? Direction Nationale de l'assainissement et du cadre de vie ONUDJ/ Mano River</p>	<p>Partenaires opérationnels</p> <p>APH Ministère de la promotion de l'emploi des jeunes (FONJI) Direction nationale de l'assainissement et du cadre de vie Ministère de la promotion de l'emploi des jeunes ADIFOU, Ministère de la Jeunesse et des Sports</p>	<p>Cout</p> <p>\$867.821</p> <p>\$49.004</p>
<p>Axe 2 : Réhabilitation éducative de base permettant une meilleure intégration sociale</p>					
<p>Objectif spécifique 2.1 Appuyer la mise à niveau éducative en fonction des niveaux des bénéficiaires pour assurer la finalisation du cursus secondaire ou un niveau éducatif minimal pendant la formation professionnalisante en offrant des modules d'alphabetisation accélérée et adaptés à leurs situations sociales ; insertion scolaire de la 2^{ème} chance pour les enfants marginalisés les plus jeunes et au retard éducatif le plus sévère.</p>					
<p>Résultats spécifiques</p>					
<p>Activités</p>					
<p>2.1.1 800 bénéficiaires sont réinsérés dans un cursus éducatif formel ou informel adapté à leurs difficultés sociales.</p> <p>300 jeunes ont complété leur cursus secondaire et obtenus les diplômes, par le biais d'un soutien scolaire spécifique.</p> <p>300 jeunes sont alphabétisés durant leur formation professionnelle.</p> <p>200 enfants marginalisés suivent un cursus éducatif informel adapté dans les écoles de la 2^{ème} chance</p>	<p>2.1.1.1 Reprise d'un parcours scolaire formel par le biais d'un retour social médiatisé, un appui à une mise à niveau scolaire et l'accès à des vivres de base.</p> <p>2.1.1.2 Mise en place d'un module d'alphabetisation de base pour les jeunes en apprentissage au sein de leurs communautés d'attache ; en particulier des conditions pour que les filles parents puissent en bénéficier.</p>	<p>Indicateurs</p> <p>Nombre d'enfants/ jeunes ont finalisé un cursus éducatif formel, et reçus des vivres leurs permettant de compléter leur cursus.</p> <p>Nombre d'enfants/ jeunes ont finalisé un cursus éducatif informel, et reçus des vivres leurs permettant de compléter leur cursus.</p>	<p>Structures ou entreprises partenaires</p> <p>PAM</p>	<p>Partenaires opérationnels</p> <p>Inspection régionale de la jeunesse et des sports Ministère de l'éducation APH ARCPN-ASD Inspection de la jeunesse et des sports ARCPN-ASD</p>	<p>Cout</p> <p>\$58.115</p> <p>\$56.362</p>

réintégration communautaire médiatisée non stigmatisée; accompagner dans la régularisation du statut administratif et légal a travers la création d'un environnement de vie structuré, stable et protégé pour les enfants favorisant une réhabilitation éducative et sociale pour les plus vulnérables.					
Résultats spécifiques	Activités	Indicateurs	Structures ou entreprises partenaires	Partenaires opérationnels	Coût
4.1.1 1620 enfants/jeunes ont rétabli un lien de qualité à leur famille et leur communauté d'origine (1500 en Guinée et 120 dans les pays frontaliers).600 enfants/jeunes sont retournés vivre avec leur famille et/ou au sein de leur communauté d'origine.	4.1.1.1 : Accompagnement socio-éducatif individualisé d'une mise en lien à la famille d'origine en Guinée et/ou dans les pays frontaliers (Cote d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone).	Nombre d'enfants/jeunes ont un lien familial consolidé avec leur milieu familial d'origine et si désiré, sont réunifiés dans leur famille et communauté d'origine.	CICR	Inspection régionale de la jeunesse ARCPN-ASD ABEF	\$43.000
4.1.2 1800 enfants/jeunes sont/se sentent intégrés dans leur communauté et sont perçus comme des acteurs sociaux positifs de la vie communautaire. 30 sessions de vérité et de réconciliation ont été mis en place et diffusées localement pour faciliter l'intégration sociale des jeunes impliqués dans les milices.	4.1.2.1 Faciliter la réinsertion sociale et communautaire des bénéficiaires en consolidant le lien entre les jeunes et les leaders communautaires sous la coordination de l'inspection de la jeunesse.	Nombre d'enfants/jeunes ont été réintégré, la stigmatisation réduite dans leurs communautés d'origine et sont devenus des acteurs positifs intégrés à la vie communautaire.		Inspection régionale de la jeunesse ARCPN-ASD SFCG ABEF	\$49.900
4.1.3 La situation administrative et légale de 1800 enfants/jeunes a été régularisée ; 2000 ont des certificats d'enregistrement de leur naissance ;150 enfants/jeunes des pays frontaliers sont retournés ou ont obtenu un statut de résident en Guinée.	4.1.3.1 Régularisation de la situation socio légale (inclus certificat d'enregistrement des naissances), en Guinée et dans les pays d'origine frontaliers (Libéria, Sierra Leone, Cote d'Ivoire) avec les autorités et partenaires concernés.	Nombre d'enfants/jeunes ont été régularisés et ont obtenu un statut légal et administratif de base.	UNHCR CICR	Inspection régionale de la jeunesse ARCPN-ASD ABEF	\$1.500
4.1.4 500 enfants/jeunes les plus marginalisés ont bénéficié d'un environnement de vie stable et protégé, conducteur d'une meilleure intégration sociale. 250 enfants ont vécu dans des familles d'accueil ou adoptive accompagnées permettant la mise en place de leur réhabilitation éducative. 250 enfants ont vécu dans des logements éducatifs médiatisés leur permettant de suivre leur formation professionnelle. 50 filles reçoivent un soutien en vivres de base et un soutien éducatif leur permettant d'offrir un environnement éducatif cohérent à 70 de leurs enfants.	4.1.4.1 création d'un environnement de vie structurant, stable et protégé pour les enfants conducteur à une réintégration éducative et sociale pour les plus vulnérables.	Nombre d'enfants ayant grandi dans des environnements socio-éducatifs structurant et adapté.		PAM ARCPN-ASD	\$62.596
Support	Coûts de fonctionnement UNICEF				\$ 161.500
	Partenaires opérationnels locaux				\$ 56.843
	Soutien aux partenaires étatiques (Inspection de la jeunesse)				\$ 38.506

Chronogramme des activités :

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Activités																		
AXE 1 Réintégration économique																		
Travaux HIMO, dont projet d'assainissement	X					X	X											
Evaluation du marché du travail et de restructuration des centres de formation	X																	
Renforcement des capacités de formation professionnelle (CFP, EGS et petits artisans)	x	X	X	X	X													
Appui à l'insertion professionnelle post-formation				X	X	X	X											
AX 2 Réhabilitation éducative																		
Reprise d'un parcours formel médiatisé	X	X	X	X	X	X												
Alphabétisation de base, conditions appropriées pour les filles	X	X	X	X	X	X												
Ecoles alternatives pour les plus jeunes	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
AXE 3 Réhabilitation de la santé et du bien être psychologique																		
Accès aux soins médicaux de base et spécialisés	X	X	X	X	X	X												
Appui spécialisé à la problématique des filles	X	X	X	X	X	X												
Soutien en santé mentale	X	X	X	X	X	X												
Appui aux problématiques toxicomaniaques	X	X	X	X	X	X												
AXE 4 Réintégration sociale et familiale																		
Accompagnement d'une mise en lien familiale	X	X	X	X	X	X												
Réinsertion sociale et communautaire	X	X	X	X	X	X	X											
Régularisation de la situation administrative et légale	X	X	X	X	X	X												
Création d'un environnement de vie stable et structurant	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Soutien aux partenaires étatiques (Inspection de la jeunesse)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

PBF BUDGET DE PROJET UNICEF	
CATEGORIES	Montant
1. Achats, équipement et transport	625,581
2. Personnel (staff, consultants et voyages)	270,775
3. Formation	421,745
4. Contrats	96,953
5. Autres coûts directs	216,352
Sous-Total Cout Projet	1,631,406
Coûts indirects**	114,198
TOTAL	\$1,745,605

*shd be.
114,199 for
Total to be
correct.*

PBF BUDGET DE PROJET WFP	
CATEGORIES	Montant USD
1. Achats, équipement et transport	\$894,837
2. Personnel (staff, consultants et voyages)	
3. Formation	\$72,000
4. Contrats	
5. Autres coûts directs	\$200,864
Sous-Total Cout Projet	\$1,167,701
Coûts indirects	\$81,739
TOTAL	\$1,249,440
GRAND TOTAL	\$2,995,045

DEC 1 2010

DEC 14 2010

Revised

Compte tenu de l'imminence de la mise en place de ce projet, le processus de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration, des forces irrégulières avec la mise en place du Comité de coordination et la définition des critères d'éligibilité, il est prévu de :

- 1- lancer les premières actions urgentes sur financement du Fonds de Consolidation de la Paix notamment :
 - dans un premier temps: Commencer les activités à Haute intensité de Main d'Œuvre (HIMO) pour les 1200 enfants identifiés dans les régions de la Guinée Forestière et de la Basse Guinée ;
 - dans un second temps, développer et renforcer les capacités du Ministère de la Jeunesse et des Sports et ses services déconcentrés mais aussi les partenaires clés pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie DDR acceptée par l'ensemble des parties prenantes ;
 - dans un troisième temps, procéder à l'affinement des critères d'éligibilité, à la réalisation des études socio-économiques des futurs démobilisés, l'identification des besoins des communautés d'accueil et des groupes vulnérables ainsi qu'à la description des opportunités économiques adaptées à l'ensemble de ces besoins et à la conception d'une campagne de prévention de l'enrôlement des enfants.
- 2- finaliser, faire adopter par la coordination, intégrer dans le prochain UNDAF et mettre en œuvre les projets ou le programme DDR.

Dans ce contexte, les ressources du fonds de consolidation de la paix sont cruciales pour le financement des actions urgentes, préalables à la définition et la mise en œuvre du projet DDR.

COMPOSANTE 6: Gestion

Mise en œuvre et supervision du projet

- Le projet sera mise en œuvre et suivi par UNICEF. UNICEF est fortement représenté en Guinée. En 2010 le bureau pays investira \$21MM en Guinée. UNICEF dispose d'un personnel de 80 personnes réparties sur 3 villes ; Conakry, Nzérékoré et Kankan ce qui permet une couverture du pays. UNICEF travail étroitement avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports. UNICEF a d'excellentes relations de travail avec les ministères de l'Éducation, de la Santé, de la Décentralisation et de la Solidarité Nationale. UNICEF travaille avec toutes les régions administratives du pays à travers des processus de planification régionale semestrielle. UNICEF a également de fortes relations avec les ONGs nationales et internationales. Le programme de coopération actuel inclus plusieurs programmes avec les jeunes à Conakry et à Nzérékoré. En conséquence UNICEF dispose d'excellentes capacités de mise en œuvre de ce projet.
- Le projet est basé sur une étude détaillée de la situation des enfants, ainsi que sur des rencontres avec les partenaires potentiels et la société privée.
- La contrepartie nationale sera assurée principalement par le Ministère en charge de la Jeunesse qui a sollicité le projet et qui a été très étroitement impliqué dans son élaboration.

Coordination

- Le suivi du projet sera assuré par un groupe de travail qui sera composé de l'UNICEF, des agences du SNU concernées, du Ministère en charge de la Jeunesse, des ONGs d'exécution. Ce groupe se dotera des termes de références bien clair qui préciseront la mission, le fonctionnement, la responsabilité des différents partenaires ainsi que sa composition.
- La coordination sera assurée à travers les mécanismes de coordination du PBF en Guinée

COMPOSANTE 7: Suivi et évaluation

Le suivi et évaluation sera intégré dans le système de suivi et évaluatif global de l'UNICEF. Tout en restant cohérent avec les exigences du PBF, un système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats sera mis sur pied et assuré trimestriellement par les bureaux de zones de l'UNICEF à travers le groupe de travail du projet. Le projet sera sous la responsabilité du Spécialiste en Urgences et Consolidation de la Paix

Une évaluation du projet et de son impact sera faite au courant du douzième mois.

COMPOSANTE 8: Analyses des risques et hypothèses

Le succès du projet dépendra des éléments externes mentionnés ci-dessous :

- La violence politique ne s'aggraver pas. Si la violence politique s'aggrave, il y a un risque que les jeunes soient impliqués par des adultes dans la violence. Ce risque est mitigé par l'intégration du civisme et la non-violence dans les programmes en faveur des jeunes. Dans le cas d'une telle dégradation l'UNICEF fera un plaidoyer auprès des organisations susceptibles de recruter les enfants.
- La situation économique du pays ne dégénérera pas. Une dégradation de l'économie pourra rendre plus difficile l'intégration économique. Pour minimiser ce risque, le projet a identifié des approches de réinsertion diversifiée en visant les grandes entreprises mais aussi des travaux d'artisans et agricoles.
- Le gouvernement demeure favorable à la réintégration des enfants précédemment recrutés dans l'armée. Le recrutement des enfants et jeunes en 2009 est un sujet sensible dans un pays qui demeure instable alors que la mise en œuvre du projet est prévue pour 12 mois. Le gouvernement pourra décider que le projet est trop sensible ce qui rendra la poursuite d'activités difficiles. Pour minimiser ce risque UNICEF et ses partenaires éviteront toute médiatisation du projet.

